

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

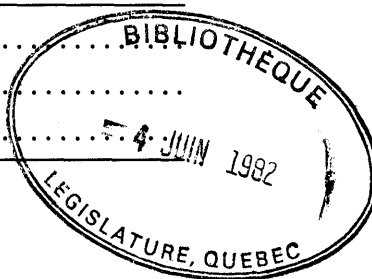
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 78

Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. JEAN GARON

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'augmenter de 1 000 \$ à 3 000 \$, aux fins de la reconnaissance du statut de producteur, la valeur annuelle minimum de la production agricole qu'une personne destine à la mise en marché. Il autorise aussi le gouvernement à modifier cette somme par décret. Cette modification rend plus réaliste les critères de reconnaissance du statut de producteur agricole.

Le projet de loi modifie également la définition de «produit agricole» de façon à spécifier que le gouvernement peut élargir cette notion.

Projet de loi n° 78

Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le sous-paragraphe iv du paragraphe *j* de l'article 1 de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28) est remplacé par le suivant:

«iv. une personne dont la production agricole destinée à la mise en marché est d'une valeur annuelle inférieure à 3 000 \$ ou à toute autre somme que peut déterminer le gouvernement par décret, lequel entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée;».

2. Le paragraphe *k* de l'article 1 de cette loi est remplacé par le suivant:

«*k*) «produit agricole»: tout produit de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aviculture ou de la forêt, à l'état brut ou transformé, partiellement ou entièrement, par le producteur, y compris, entre autres, les animaux de ferme et de basse-cour, vivants ou abattus, la viande de ces animaux, les volailles, les oeufs, la laine, les produits laitiers, les grains, les fruits, les légumes, les produits de l'érable, le miel, le tabac, le bois, les breuvages ou articles d'alimentation provenant de produits de l'agriculture et tout autre produit ou denrée agricole désigné par le gouvernement;».

3. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 1 qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1983.